

Coulisse

La démarche d'éducation populaire dans les luttes sociales

Entre résistance, création et fabrique, l'utopie d'Ivry-sur-Seine

Axel Taupin

DANS **AGENCEMENTS** 2022/1 N° 7 , PAGES 44 À 73

ÉDITIONS **ÉDITIONS DU COMMUN**

ISSN 2608-5739

ISBN 9791095630470

DOI 10.3917/agen.007.0044

Date de mise en ligne : 12/10/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-agencements-2022-1-page-44?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions du Commun.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

À L'ÉPREUVE DES RAPPORTS DE CLASSE / Couloisses

Axel TAUPIN est directeur d'un centre social municipal à Ivry-sur-Seine et s'inscrit depuis peu dans un travail de recherche-action autour de la place de l'éducation populaire dans les luttes sociales. Il se revendique « militant d'une éducation populaire politique et émancipatrice, à vocation de transformation sociale » et participe à différents mouvements, engagés dans la lutte pour la justice sociale.

Axel TAUPIN

LA DÉMARCHE D'ÉDUCATION POPULAIRE DANS LES LUTTES SOCIALES ENTRE RÉSISTANCE, CRÉATION ET FABRIQUE, L'UTOPIE D'IVRY-SUR-SEINE

Le projet de recherche doctorale ci-dessous a été déposé fin 2021 pour une inscription en thèse à l'Université Paris 8, département des sciences de l'éducation, Laboratoire Experice (Centre de Recherche Interuniversitaire Expérience Ressources Culturelles Éducation), axe « Territoires en expérience(s) », sous la direction de Pascal Nicolas-Le Strat.

Il est le fruit d'une réflexion au croisement d'engagements politiques et militants et d'expériences professionnelles.

Contexte, observations et constats

Déclin de l'éducation populaire politique

Depuis les années 1980 et la professionnalisation du secteur de l'animation, l'éducation populaire a tendance à être déshabillée de sa dimension politique. Il me semble indispensable de poser à nouveau au cœur du débat cette dimension politique et émancipatrice de l'éducation populaire. Tout autant qu'il me semble

indispensable de réinterroger parmi ses actrices et acteurs, les objectifs et les pratiques d'une telle démarche.

Dans la continuité de mon travail de recherche qui s'intitulait *Pour faire vivre la dimension politique et émancipatrice de l'éducation populaire*, effectué à travers un mémoire de Master 2 en sciences de l'éducation, parcours animation et éducation populaire, au sein de l'Université Paris Est-Créteil, je souhaite continuer à travailler sur cette dimension politique de la démarche d'éducation populaire.

À la suite d'une recherche de Master

Il y a de cela deux ans, alors que je travaillais sur mon mémoire de Master, j'introduisais celui-ci en interrogeant : « L'éducation populaire a-t-elle connu une évolution ? Selon toute vraisemblance oui. À quel niveau ? Sur quels sujets ? La démarche d'éducation populaire existe-t-elle encore ? ». Autant de questions auxquelles j'ai essayé de répondre durant cette recherche et sûrement bien encore après celle-ci puisque l'éducation populaire ne pouvant à mon sens se détacher des questions de société, elle est amenée comme cette dernière à être en constante mutation.

De cette recherche de Master, j'ai pu conclure que cette dimension politique de l'éducation populaire était encore bel et bien vivante, bien qu'en danger. Cette démarche ne peut vivre qu'à travers des pratiques, des lieux mais aussi des réalités. Des réalités qui ont vocation à se transformer en luttes.

J'en suis donc à cette nouvelle étape de ma réflexion autour de l'éducation populaire. La place de la démarche d'éducation populaire dans les luttes sociales. M'intéresser à ce terrain d'étude demande nécessairement que je m'intéresse à ce que sont les luttes sociales en 2021, mais également à ses différents acteurs, d'où elles émergent, pour quelles raisons, et comment elles se construisent.

Une vision politique, militante et professionnelle

Ma démarche de recherche est à la croisée de trois visions. Une vision politique tout d'abord. Nous vivons en ce moment une période de crise sanitaire importante, mais surtout une crise climatique et depuis bien plus longtemps une séquence de crises sociales. Ces trois dimensions me semblent liées et imbriquées les unes avec les autres et ne former qu'une.

Cette situation donne lieu à l'émergence de nombreux combats. Certains existent depuis extrêmement longtemps et constituent le paysage social habituel depuis la fin du XIX^e siècle et l'émergence des premières formes d'organisations de travailleuses, de travailleurs et de syndicats.

D'autres émergent plus fortement ces dernières années, telles que les luttes féministes, les luttes antiracistes, les luttes décoloniales, les luttes en faveur des droits LGBT ou encore les luttes climatiques. Il est par ailleurs faux de dire que ces luttes sont nées ces dernières années, mais elles gagnent en visibilité. Se pose alors la question de la raison de ce gain de visibilité : qu'est-ce qui a changé ?

Une vision militante ensuite. Étant moi-même engagé dans différentes luttes, à travers divers collectifs ou organisations, je m'aperçois que les militant-es de ces groupes ont du mal à s'organiser les un-es avec les autres. À mon sens, cette difficulté d'organisation peut, peut-être, s'expliquer en partie par les cadres de référence auxquels appartiennent les militant-es.

Il me semble problématique qu'une certaine hiérarchisation des luttes s'opère et fasse ainsi naître cette défiance. Cette hiérarchisation qui se décline parfois en une forme de « paternalisme » finit par créer des oppositions. Il ne faut cependant pas réduire ces oppositions à un dialogue compliqué. Il peut également s'avérer que ces oppositions soient tout simplement le fruit de désaccords de fond.

Ainsi je me pose la question de la forme de travail commun qui pourrait s'opérer et m'appuie énormément sur les théories intersectionnelles pour y réfléchir.

Enfin, une vision professionnelle s'invite dans ma démarche. Me revendiquant moi-même acteur de la démarche d'éducation populaire depuis plusieurs années, je m'interroge sur ce que représente cette démarche pour toutes celles et tous ceux qui y contribuent.

Ma présente réflexion va au-delà de cette interrogation, puisqu'étant convaincu de la nécessité de faire vivre sa dimension politique et émancipatrice, je suis plutôt dans une réflexion autour du « comment ? ».

Lors de mon travail de recherche de Master, plusieurs pratiques importantes étaient revenues dans les échanges quant à la vie de cette démarche politique.

Parmi ces pratiques, l'importance de construire autour du vécu des gens ; veiller à ce que tous les espaces d'expression soient accessibles et que chacune et chacun se sachent légitimes d'intervenir ; travailler dans une démarche de conscientisation ; susciter la réflexion et l'engagement ; accepter le conflit et le travailler ; faire du collectif.

Réagir à la dépolitisation de l'éducation populaire

Faire vivre ces pratiques ne peut se faire qu'à l'aide d'outils. Ces derniers, dans les mouvements d'éducation populaire, vont essentiellement être liés aux formes d'expression à travers une pratique culturelle, quelle qu'elle soit : théâtre, danse, écriture, dessin, musique, etc. Parmi ces outils, nous pouvons également retrouver des séjours, des chantiers de solidarité ou toute forme d'engagement, et j'en oublie. Depuis quelques années, nombres de médias indépendants particulièrement visibles sur les réseaux sociaux se réclament également de cette démarche d'éducation populaire.

Se pose également la question des lieux permettant de faire vivre cette démarche. Face au constat d'une mainmise des pouvoirs publics sur ce qui est devenu un champ professionnel, des délégations de services publics aux collectivités territoriales, quels espaces existe-t-il pour faire vivre sa dimension politique ?

Cette question, la place de la démarche d'éducation populaire dans les luttes sociales, demande de définir ce que l'on peut considérer comme des luttes sociales aujourd'hui, sur quelles thématiques est-ce qu'elles se portent, par quels types d'organisations. Il me semble également important que l'on s'intéresse à la sociologie des collectifs ou organisations à la base de ces différentes luttes. Si je pose le constat d'un combat commun difficile, il m'est essentiel de comprendre pourquoi ce dialogue peut se retrouver bouché, quelle est l'origine sociale des luttes, de celles et ceux qui les mènent et pourquoi des sensibilités différentes ?

Capacité et légitimité

Actuellement directeur d'un centre social municipal à Ivry-sur-Seine au sein duquel j'ai eu la chance de pouvoir me former professionnellement, j'ai eu l'occasion d'évoluer à partir de rencontres, d'échanges, de réflexions mais aussi à travers des expérimentations, des pratiques.

Et cette évolution, je ne peux pas la dissocier de mon évolution militante. Si je fais mention ci-dessus de l'évolution de mes expérimentations et de mes pratiques professionnelles, ce sont bien mes réflexions militantes qui en sont les fils conducteurs.

Pascal Nicolas-Le Strat, dans son ouvrage *Le travail du commun*, organise la rencontre entre deux concepts qui me semblent importants pour illustrer l'évolution de ma réflexion. Il s'agit de la rencontre entre le concept de « capacitation », la capacité de chacun.e à agir, individuellement mais surtout collectivement, et celui de « l'habilitation », la légitimité. Non pas la légitimité que l'on pourrait se voir accorder, mais bien la légitimité dont on prend soi-même conscience et de fait possession. Pascal Nicolas-Le Strat exprime dans ce passage du *Travail du commun* que la notion « d'empowerment », traduit de notre côté de l'Atlantique par le « pouvoir d'agir », ne se limite pas à la simple capacité.

Cette rencontre entre ces deux concepts est un élément crucial de mon évolution puisqu'une fois que j'ai pu conscientiser moi aussi cette question d'habilitation, mon travail s'est radicalement orienté sur la mise à disposition d'outils. Des outils d'expression pour l'ensemble des habitant-es du quartier dans lequel je travaille. Je cherche en permanence à favoriser l'expression et l'engagement des habitant-es dans leur quotidien, je travaille à ce que toutes et tous se sachent légitimes. Légitimes et capables d'intervenir, de prendre part à une réflexion, à une construction collective, de prendre part à un travail du commun, dans des espaces du commun.

Un paysage social en mouvement

Comme évoqué juste au-dessus, de nouveaux combats s'imposent dans le paysage social. Bien au-delà d'une émergence, puisque ces combats existaient déjà depuis longtemps, c'est une visibilité qu'ont gagné les mouvements féministes, écologistes, antiracistes, décoloniaux et bien d'autres encore. Au cours des derniers mois, des dernières années, ce sont plusieurs centaines de milliers de personnes qui se sont emparées de ces enjeux, aussi bien dans la rue que dans le débat public.

Des mouvements qui parviennent à imposer un rapport de force avec une nouvelle génération de militant-es, plus jeunes, plus divers, parfois issu-es des quartiers populaires.

De nouvelles formes de luttes en débat

Ces évolutions donnent lieu à de nombreuses discussions dans les réseaux militants. La plus en vue ces derniers mois pourrait être l'opposition, peut-être amplifiée par le mode de communication que sont les réseaux sociaux, entre les tenant-es de la lutte des classes d'un côté, et les porteur.euses des théories intersectionnelles de l'autre. C'est en tout cas de cette façon qu'est présentée cette opposition, la notion de classe sociale étant pourtant pleinement prise en compte dans les théories intersectionnelles.

Les un-es revendiquant l'idée que seule une opposition de classe permettrait de transformer la société actuelle quand les autres militent quant à eux pour la reconnaissance d'autres formes de domination telles que le genre ou la race, au sens sociologique du terme¹. Opposition mise en avant lors de la sortie du livre de Gérard Noiriel et Stéphane Beaud, *Race et sciences sociales*².

Des luttes en reflet de réalités vécues

Ces nouveaux mouvements témoignent d'une réalité, d'un vécu. Chaque lutte sociale trouvant son origine dans le quotidien des gens, il est essentiel de poser des bases de compréhension, tout au moins de poser les bases d'une réflexion autour de cette évolution.

Mon sujet de réflexion étant porté sur la place de la démarche d'éducation populaire dans les luttes issues des quartiers populaires, je vais me concentrer sur les évolutions dans ces espaces et non pas sur l'ensemble des territoires et mouvements, tous très divers et par définition avec des origines tout aussi variées.

On peut supposer que cette évolution des mouvements sociaux met en avant une évolution de la sociologie des quartiers populaires, puisque c'est bien dans ces quartiers qu'une partie de ces mouvements prennent vie, aujourd'hui comme par le passé. L'évolution des formes de travail, la paupérisation, la présence de plus en plus faible de services publics mais aussi une force politique assumée par des jeunes, par des femmes, par des personnes racisé-es, par une génération qui n'accepte plus l'invisibilisation dont leurs parents ont été victimes, sont autant d'éléments qu'il faut analyser pour comprendre l'évolution des mouvements sociaux dans les quartiers populaires.

Une nouvelle génération de sociologues, parmi lesquels Julien Talpin, Marion Carrel ou Said Bouamama, pour ne citer qu'eux,

1. Nous ne parlons ici évidemment pas de « race » sens biologique du terme, mais bien en terme sociologique. Cette nuance est clairement expliquée dans l'ouvrage de Sarah Mazouz, référencé ci-contre : MAZOUZ Sarah, *Race*, Editions Anamosa, 2020, 96 pages.

2. BEAUD Stéphane & NOIRIEL Gérard, *Race et sciences sociales*, Éditions Agone, 2021, 448 pages.

ont pu travailler autour des réalités et des combats menés dans les quartiers populaires. Il existe une histoire des luttes dans ces quartiers, une histoire visible mais aussi une histoire qui l'est moins. Il est important de pouvoir s'appuyer sur leurs travaux, ainsi que sur des reportages, des documentaires, des films ou autres formes d'expression qui restituent certaines luttes dans ces quartiers, et ainsi faire le lien avec la démarche militante et politique qu'est l'éducation populaire.

Le paysage social, et j'y inclus ici l'ensemble des collectifs, mouvements et organisations se réclamant des différentes luttes sociales, se retrouve fracturé. Cette fracture, illustrée par des oppositions parfois violentes, tant sur le contenu des combats menés que par leur forme, avec une place de plus en plus importante des réseaux sociaux, met en avant des incompréhensions, des divergences voire de la défiance entre les différentes organisations.

Créer l'utopie à partir de pratiques d'éducation populaire

Je pose ainsi la question de la place de l'éducation populaire, en tant que démarche militante et politique à vocation de transformation sociale, dans ces luttes au sein des quartiers populaires. Comment continuer de donner de la visibilité à ces luttes ? Comment les structurer ? Mais plus que tout, comment les partager ?

Je ne parle pas nécessairement ici des stratégies de rapport de forces de collectifs ou d'organisations au niveau national, mais plutôt de toute la politique qui se construit en amont, cette construction d'une réflexion commune, ce travail du commun construit sur l'habilitation et l'expression de toutes et tous.

Comment transformer toutes ces luttes « contre » ou « en réaction » en une construction et une utopie collective ? L'éducation populaire peut-elle diffuser du corps politique en permanence et non pas uniquement au sein d'organisations militantes ?

Quelques définitions

Afin de préciser mon approche, voici quelques définitions de ce que représente l'éducation populaire dans sa dimension politique et émancipatrice.

Luc Carton, philosophe et chercheur belge, la définit comme suit : « l'éducation populaire n'est évidemment pas l'éducation dont le peuple est l'objet. C'est une éducation dont le peuple est le sujet, c'est-à-dire la transformation de l'expérience quotidienne aliénée ou exploitée en expérience collective et surtout en savoir stratégique ».

Pour le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec, l'éducation populaire est « l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui vise à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu ».

Comme dernière définition, je souhaite m'appuyer sur Paulo Freire et sa pédagogie des opprimés qui prendront une place importante dans ma méthodologie de recherche : « personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les Hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde ».

Ma démarche de recherche, si elle a vocation à apporter un contenu théorique et scientifique, se veut avant tout engagée. Parce que je pense que la recherche peut être un outil pour avancer vers une transformation sociale.

Quelle place pour la démarche d'éducation populaire aujourd'hui dans les luttes sociales ?

Interroger les pratiques des « leaders révolutionnaires »

Cette recherche s'organisera sous la forme d'un collectif de recherche, organisé autour de quatre acteurs : les organisations et collectifs militants ; les citoyen.nes « non-militant-es » qui vivent au quotidien toutes formes de dominations, d'oppressions comme les qualifie Paulo Freire ; des artistes qui participeront à la mise à disposition d'outils auprès des collectifs militants

mais qui participeront aussi et surtout à favoriser l'expression, l'appropriation et l'habilitation de toutes et tous. Et j'en serai le quatrième acteur.

Mon envie de recherche est née de plusieurs constats. Le premier, que j'ai rapidement expliqué précédemment, concerne une dépolitisation de l'éducation populaire. Le deuxième constat, pour aller plus loin sur cette idée d'éducation populaire politique, se situe au cœur même de l'organisation des luttes sociales. Je l'expliquais également un peu plus tôt, étant moi-même engagé dans différents collectifs et organisations, je perçois des formes de stratégies militantes très majoritairement concentrées autour d'actions, visant à mobiliser le plus grand nombre, sans pour autant travailler sur un temps long autour des causes de ces mobilisations. Les organisations recherchent un rapport de force immédiat et médiatique, stratégie souvent « forcée » par le calendrier politique. À l'inverse, il peut exister des temps de réflexion autour des luttes, au sein desquels ne participent régulièrement que les « leaders » de ces luttes.

Nous retrouvons ici ceux que Paulo Freire appelle les « leaders révolutionnaires » en haut d'une pyramide. À propos de ces derniers, Paulo Freire dit que : « la voie que doivent emprunter les leaders révolutionnaires, pour un travail de libération, n'est pas celle de la "propagande libératrice". Elle ne se situe pas dans le simple acte de "déposer" la croyance en la liberté chez les opprimés, en pensant conquérir leur confiance, mais dans le dialogue avec eux. »³ Leaders dont j'ai pu observer la posture dans des organisations politiques plutôt anciennes, comme dans des collectifs militants nouvellement issus des quartiers populaires, et en défiance vis-à-vis de ces mêmes organisations politiques « historiques ».

Je souhaite donc travailler au côté de ces collectifs et organisations militantes afin d'interroger avec eux des pratiques militantes et la place de la démarche d'éducation populaire dans leurs pratiques.

Conscientiser et assumer la légitimité

Mais c'est aussi et surtout aux côtés de celles et ceux que Paulo Freire appelle les « masses populaires » que je souhaite réfléchir et construire. Toutes ces personnes que l'on croise au quotidien, que l'on ne saurait qualifier de « militant·es », mais qui sont au

3. FREIRE Paulo, *Pédagogie des opprimés*, Éditions Agone, 2021, 298 pages.

moins autant victimes de rapports de dominations au quotidien. Pour pouvoir déconstruire ce rapport pyramidal, cette idée, parfois inconsciente dans l'imaginaire des militant-es de ces organisations, que certains seraient plus légitimes, plus outillés que d'autres pour porter les combats.

Je ressens le besoin de construire avec eux, à partir de pratiques d'éducation populaire, des ponts de réflexion avec les luttes sociales existantes. Travailler autour de cette notion « d'habilitation » dont parle Pascal Nicolas-Le Strat avec toutes celles et tous ceux qui sont au cœur de ces rapports de domination.

Si je souhaite travailler avec les un-es et les autres individuellement⁴, je souhaite évidemment faire ces allers-retours permanents entre les différents groupes, entre les différents acteurs de cette recherche. Je souhaite mettre en contact les pratiques et les expériences.

Pour faire vivre ces pratiques d'éducation populaire, je vais avoir besoin de m'appuyer sur des pratiques artistiques et culturelles, et de fait sur des artistes, professionnel.les ou non. Ces artistes peuvent varier en fonction de ce que chacun souhaite exprimer, des personnes qui l'expriment, de leurs quotidiens, de leurs vécus, de l'endroit où elles et ils souhaitent l'exprimer. Parmi les différentes pratiques d'éducation populaire sur lesquelles je pense m'appuyer, je pourrais citer entre autres le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal, l'arpentage autour de la lecture ou l'appropriation de l'espace public à travers la peinture.

4. Je ne parle pas ici de faire un travail « individuel » au sens d'une seule personne, mais d'un groupe. Les « militants » aguerris et les « non-militants », plus éloignés de certaines pratiques.

L'importante appropriation de la démarche

Construire l'utopie... Tout en étudiant les freins

Au fondement de mon envie de recherche se situe la compréhension des pratiques d'éducation populaire comme outils de politisation et d'émancipation collective. Les pratiques d'éducation populaire pour favoriser l'expression de toutes et tous, pour affirmer l'habilitation, la légitimité dont je parlais plus tôt, pour faire politique autrement, au cœur d'une utopie de transformation sociale.

Mais aussi belle et joyeuse que cette utopie puisse sembler dans mon esprit, je n'ai aucun doute qu'elle rencontrera des obstacles

et des freins. Des freins relatifs au quotidien, aux expériences sociales des gens. Il ne suffit pas de mettre à disposition des outils pour que toutes et tous s'en emparent. Il s'agit d'un travail sur le temps long, basé avant tout sur de l'humilité, du dialogue et une relation de confiance.

À travers ce travail de recherche, je n'ai pas la prétention de proposer une formule prête à l'utilisation et qui attende juste que l'on s'en empare. Bien au contraire, je suis persuadé de me heurter à des obstacles, et ce sont ces derniers que je souhaite découvrir, comprendre et étudier, afin de pouvoir construire collectivement et en praxis des réponses.

La recherche et l'écriture scientifique : un outil de transformation sociale pour toutes et tous

Le document que représente une thèse reste dans l'imaginaire collectif uniquement destiné à ce que j'appellerais une « élite intellectuelle ». J'ai beaucoup réfléchi avant de me lancer dans un tel projet, par peur de m'enfermer dans un travail important, mais qui ne serait pas approprié par toutes celles et tous ceux avec qui je souhaite réfléchir à cette utopie.

Pour que toutes ces personnes puissent être « sujets » de notre recherche collective, il est de mon point de vue indispensable de travailler sous forme de recherche-action. Ça ne sera pour autant pas suffisant.

J'ai besoin qu'au-delà de ce que nous allons construire au quotidien, au-delà des outils que nous allons créer, des moyens d'expression et de restitution que nous allons utiliser, l'objet « thèse » puisse être approprié par toutes et tous.

La place de l'écriture dans notre recherche collective, et dans mon rôle plus précisément me semble primordiale. Sans pour autant avoir de réponses actuellement, je sais vouloir faire de cet objet un outil dont chacun pourrait s'emparer, un outil de transformation sociale.

Je veux faire de l'écrit que sera cette thèse un outil avant tout à destination de celles et ceux qui vont faire vivre ces pratiques au quotidien. Un outil pour toutes celles et tous ceux que Paulo Freire nomme les opprimés.

Faire recherche en sciences sociales à Ivry-sur-Seine

Ivry-sur-Seine, ville de résistance

C'est à Ivry-sur-Seine que je souhaite m'établir pour essayer de répondre à mes interrogations. Au-delà du fait que ce soit une ville à laquelle je suis attaché pour une histoire commune, Ivry est depuis toujours un terrain de luttes, de résistances.

J'évoquais précédemment l'importance de mon cheminement professionnel dans l'évolution de ma réflexion militante et inversement. Cette réflexion, c'est aussi l'environnement ivryen qui me l'apporte.

Ce territoire me semble être une bonne illustration de toutes les nuances que l'on peut retrouver dans le paysage social actuel, avec cette politisation de personnes issues des quartiers populaires, parfois racisé·es, qui vient bousculer les tenant·es de la lutte des classes, et qui est importante ici. Elle peut être source de débats, de divergences voire de défiance comme j'ai pu l'évoquer précédemment. Elle est parfois sous-estimée, parfois surestimée, mais elle est vivante.

Une histoire faite de combats

Si je devais faire un très court rappel historique et politique de ce qu'est Ivry-sur-Seine, je mentionnerais sa lutte contre le fascisme nazi, un terreau de résistance symbolisé par Georges Marrane, ancien Maire de la ville et qui en fut l'un des organisateurs.

J'évoquerais ces luttes syndicales et ouvrières, ces luttes sociales dont Ivry a toujours été un acteur important. L'occupation de l'usine SKF, entreprise suédoise de roulements à billes en est l'une des plus fameuses illustrations. Entre 1983 et 1985, alors que l'usine emploie plusieurs milliers de salarié·es, ces dernier·es occupent les lieux pour protester contre sa fermeture. Ce sont de longs mois d'alternance entre occupations (festives !) par les manifestantes et manifestants et évacuations par les forces de l'ordre qui seront marqués par des affrontements plus ou moins violents, la sonnerie du clocher de l'église pour annoncer l'arrivée

de la police, ou encore la mise en travers d'un train pour bloquer l'accès à l'usine. Avant et après cet événement, Ivry est le théâtre d'autres occupations.

Ivry-sur-Seine, c'est également une résistance institutionnelle, une ville qui se bat pour pouvoir garder sa particularité aux portes de la capitale, qui se bat pour conserver son indépendance à l'heure de la création de la métropole du Grand Paris et enfin une ville qui se bat pour garder sa politique de service public en termes de santé, de culture, de sport, de jeunesse... à l'heure où les collectivités territoriales voient leurs budgets diminués de plus en plus rapidement.

Communiste depuis près de 100 ans, Ivry résiste. Mais Ivry est plurielle et c'est aussi ce qui fait sa force. Le Parti Communiste Français est le plus vieux parti de France et il y a des divergences en son sein. Des divergences qui se retrouvent à Ivry à l'heure d'appréhender de nouvelles formes de luttes qui émergent. Presque 100 ans de communisme municipal et Ivry se trouve à un tournant, tout comme le paysage social, tout comme l'éducation populaire.

Un laboratoire des luttes actuelles

Ce nouveau paysage social, ces nouveaux mouvements, ces nouvelles luttes, elles émergent de tous les côtés de la ville.

On y retrouve des combats féministes, pour les droits des femmes. Pour certains accompagnés par la ville, des actions symboliques sur des dates identifiées, mais aussi et surtout des ateliers de moyen ou long terme portés dans les maisons de quartier, sur les équipements sportifs, dans les lieux culturels... D'autres mouvements vivent quant à eux hors institution : organisation de débats, collage dans l'espace public, mobilisation face à des événements au sein de la ville.

Nous avons mené cette année un projet, avec la compagnie de danse *La Colombe Enragée* au sein de la maison de quartier Ivryport, qui aborde la question de la place des femmes dans l'espace public. La compagnie, en pleine création de son spectacle *Caféine*, a effectué plusieurs résidences chez nous durant l'année pour travailler avec des femmes du quartier sur cette thématique.

La deuxième semaine de résidence, qui a eu lieu au mois d'avril, illustre en partie mes interrogations.

Sur le groupe de 8 femmes, en plus des 4 danseuses, qui ont participé à cette semaine de travail, certaines se revendiquaient

comme militantes activistes sur les combats féministes. D'autres se disaient éloignées de ces combats, ne se sentant pas ou peu concernées. D'autres encore se situaient entre les deux : concernées, mais pas militantes. Ou alors militantes mais pas activistes. Peut-être parce qu'elles sont éloignées de ces milieux militants ? Peut-être parce qu'elles se sentent, consciemment ou inconsciemment illégitimes à prendre part formellement à ces combats ? Ce sont des réflexions qu'il me faudra développer et qui rejoignent la notion « d'habilitation » évoquée précédemment. La diversité des participantes, tant sur leur origine sociale, leur âge, leur culture, leur appartenance religieuse ou leur engagement laissait ouverte une grande porte d'entrée aux divergences.

Chacune des femmes présente a été invitée à s'exprimer sur la place des femmes dans l'espace public, sur le ressenti qu'elles ont quand elles se baladent dans la rue, les malaises, la sensation de danger, mais aussi la sérénité. Cette expression, à la fois orale, écrite et physique a laissé la place pour des échanges qui ont permis une réflexion collective sur cette question.

Je n'assistais pas moi-même aux échanges, le groupe de femmes se retrouvant entre elles, mais les danseuses qui animaient ces ateliers m'ont raconté l'évolution des postures des unes et des autres, ce que ces échanges avaient produit. Elles-mêmes ne forment pas un bloc unique de réflexion. Certaines restaient perplexes face aux interventions très engagées, trop à leurs goûts, de P., l'une des participantes. Une autre, M. qui a elle-même milité dans des organisations et collectifs, trouvait au contraire que cet apport était bénéfique, du moment qu'il n'étouffait pas et laissait la place à la parole de l'ensemble du groupe.

D'une posture activiste, très politisée, P. a évolué dans une posture d'écoute, de compréhension de la parole des autres. A. quant à elle, plutôt réticente pour intégrer le projet à l'origine, a été l'une des femmes qui s'est le plus exprimée durant la semaine.

Lors d'une discussion avec A. la semaine suivante, elle m'a exprimé tout le bien que lui avait procuré cette semaine, qu'elle avait pu évoluer dans sa réflexion en tant que femme, en tant que maman également. Elle qui ne se laissait pas convaincre par un discours militant s'est construite par elle-même, par l'intermédiaire d'outils d'expression et d'un collectif, une conscience politique sur la place des femmes dans l'espace public.

On retrouve également à Ivry, comme dans beaucoup de villes de la banlieue parisienne et de France, une nouvelle génération

militante dont les parents sont issus de l'immigration et qui n'accepte plus cette invisibilisation, qui veut faire entendre sa voix, plurielle elle aussi, au débat et pas uniquement pour y faire figuration. Celle-ci vient bousculer certaines habitudes en remettant au centre du débat des questions qui étaient abordées mais peut-être pas assez en profondeur. Ainsi prend une place importante à Ivry la question des violences policières, avec un fort soutien de la municipalité au Comité Adama, les questions de l'antiracisme, qui ne doivent pas se contenter de prôner la tolérance envers toutes et tous, mais bien d'en politiser la lutte ou encore les questions liées à l'héritage colonial de la France.

Au cours de l'année, une tribune a été publiée par l'un des groupes d'opposition au Maire au conseil municipal, fustigeant une « balade décoloniale », organisée dans les rues d'Ivry pour changer symboliquement les noms des rues Christophe Colomb, Jules Ferry, Paul Bert et François Mitterrand. Dans cette tribune, l'opposition dénonçait une attaque aux valeurs de la République, et le fait que certain-es élu-es de la majorité aient participé à cette marche, sans être sanctionné-es par le Maire. S'il s'agit évidemment du jeu politique propre à tout conseil municipal, cette polémique met en avant une nécessité, celle de poser la réflexion publiquement, et de travailler collectivement à déconstruire cet héritage colonial. Non pas pour l'effacer, parce qu'il ne faut surtout pas oublier. Mais déconstruire cet héritage pour mesurer collectivement l'impact qu'il a encore aujourd'hui dans le quotidien de millions de personnes, donner de la visibilité à celles et ceux qui se sont battu-es et se battent encore contre cet héritage, déconstruire cet héritage pour construire des lendemains dans lesquels les pratiques coloniales auraient disparu.

Les polémiques récentes autour des combats antiracistes, selon lesquelles des militant-es antiracistes tendraient à vouloir remplacer une « lutte des classes » par une « lutte des races », quoi qu'on en pense, démontrent qu'il y a une nécessité à construire des outils et des espaces pour pouvoir réfléchir et construire collectivement sur cette question. Le désaccord et le conflit d'idées ne sont pas nécessairement néfastes aux mouvements sociaux, bien au contraire. Mais il s'agit de faire en sorte que chacun.e puisse se les approprier.

La démarche d'éducation populaire, si elle a vocation à créer de la rencontre, de l'échange, du partage entre différents groupes militants, doit aussi et surtout permettre l'appropriation de ces

combats par celles et ceux qui sont les premier-es concerné-es mais qui ne s'y engageant pas.

Prenons l'exemple du combat contre les violences policières qui s'est fortement développé ces dernières années et qui aujourd'hui s'impose comme l'un des piliers du mouvement antiraciste en France. Nous avons vu se créer en juin 2020 un rapport de forces jamais vu en France auparavant sur ces questions à la suite des images de la mort de Georges Floyd aux États-Unis. Un combat qui s'est donc déplacé de ce côté de l'Atlantique autour du comité Adama notamment. Si une population très jeune, marquée par les images diffusées sur les réseaux sociaux, est descendue dans la rue, le mouvement antiraciste gagnerait peut-être à se déplacer davantage encore dans les quartiers populaires, à l'aide d'outils pour faire émerger cette parole chez celles et ceux qui en sont les premières victimes, chez toutes ces personnes qui sont invisibilisées et bien souvent délégitimées, pour politiser davantage encore ce combat.

Ce travail d'éducation populaire se fait déjà depuis de nombreuses années, loin de moi l'idée de vouloir l'invisibiliser à mon tour. Mais effectuer ce travail demande du temps et des outils. Je souhaite me positionner en soutien de ces mouvements, comprendre leur fonctionnement interne dont j'ai assurément une idée incomplète malgré ma proximité avec eux et pouvoir participer à cette réflexion autour de la place de l'éducation populaire dans leur combat.

Nous allons également retrouver à Ivry des luttes nationales. Celles liées aux enjeux climatiques, dont la municipalité se saisit, comme d'autres organisations en parallèle ; des luttes étudiantes ; des luttes pour les droits des sans-papiers ou pour le droit au logement, entre autres. Plus récemment, ce sont des collectifs qui se réunissent pour faire face à la Loi dite « confortant les principes républicains », face à laquelle une partie de la communauté musulmane se sent mise en cause et s'organise, ou encore des collectifs de mamans qui commencent à émerger pour faire face aux discriminations qui peuvent être subies, mais aussi pour faire face aux violences qui existent entre jeunes.

Ivry s'associe aussi sur des luttes internationales, au premier plan desquelles le soutien à la lutte contre l'occupation de la Palestine.

Tous ces exemples de luttes, certaines étant très visibles, d'autres bien plus cachées voire informelles mais non moins importantes,

sont une illustration locale des débats que l'on peut retrouver à l'échelle nationale et qui déchirent le paysage social. À Ivry comme ailleurs, des interrogations existent face à cette évolution. Je veux m'appuyer sur ces interrogations pour répondre aux miennes.

L'une de mes hypothèses de recherche se situe dans l'idée que la démarche d'éducation populaire permettrait d'installer des constructions militantes, des combats politiques, sur le temps long. Là où la constitution d'un rapport de force pour des événements situés dans le temps finira malheureusement souvent par s'essouffler.

Construire des ponts avec d'autres territoires, en France et à l'étranger

Si ma recherche se concentrera en grande partie sur le territoire ivryen, je ressens le besoin de créer des ponts avec d'autres lieux, en France ou ailleurs.

Cette volonté d'ouverture est guidée en tout premier lieu par le besoin de poser un regard autre sur des quotidiens différents, mais aussi par le besoin d'obtenir des visions plus éloignées des luttes ivryennes, qui pourraient en enrichir les pratiques.

Les luttes en milieu urbain et en zone rurale ne sont pas les mêmes, puisque le quotidien et le vécu des un-es et des autres diffèrent. De même, les luttes dans les quartiers populaires en banlieue parisienne et en province peuvent ne pas être les mêmes non plus. Pour autant, certaines pratiques de luttes, certaines pratiques politiques communes peuvent se trouver.

C'est pour aller à la rencontre de ces pratiques politiques, ces pratiques d'éducation populaire, que je souhaite pouvoir me décaler de mon terrain de recherche et découvrir ce qui se fait ailleurs en France mais aussi à l'étranger.

Certains territoires, par leurs expériences de luttes, doivent être des sources d'inspiration pour les luttes locales, tant pour leurs pratiques que par l'ouverture de lieux. Je pense instantanément à des villes comme Naples ou Athènes en Europe, mais aussi à une grande partie du continent Sud-Américain, précurseur de pratiques d'éducation populaire et de pratiques politiques du commun, ou encore au continent Nord-Américain, avec le Canada en premier lieu.

Une recherche-action sur le territoire ivryen

Ivry, actrice de sa propre recherche

Terrain de résistances, terrain de luttes, mais aussi terrain de création et d'expérimentation, la ville d'Ivry regorge d'actrices et d'acteurs et de ressources pour imaginer le paysage social et politique des prochaines années. Elle peut être un laboratoire, à une échelle locale, d'une dynamique de rencontre et de construction collective entre les différents mouvements, entre les différentes luttes et combats.

C'est un double rôle que va prendre Ivry dans cette recherche. Un rôle en tant que territoire bien sûr. En tant que terrain d'étude, à partir de sa sociologie, de ses actrices, de ses acteurs, à partir de ses ressources, à partir de ses spécificités et de sa géographie à la frontière de la capitale. Un rôle en tant que territoire à partir de ce qui y est présent physiquement.

Ivry va également endosser un autre costume, celui d'actrice de sa propre recherche. Un acteur de sa propre recherche par ce qu'elle fait vivre sur le territoire, par son histoire, de par sa politique. En tant que municipalité, à partir de choix politiques du conseil municipal élu. Sa politique également à partir de ce qui se crée directement chez les habitant-es d'Ivry, par les habitant-es d'Ivry, à la fois en réaction à des situations politiques locales ou nationales, mais aussi en action vers une forme d'idéal de vie. Un rôle d'acteur de sa propre recherche construit à partir des interactions politiques sur le territoire.

Ces deux costumes, les deux rôles que pourrait endosser Ivry au cours de cette recherche sont fortement imbriqués. Le territoire et celles et ceux qui le composent ne peuvent l'être sans les choix politiques. Et inversement les choix politiques se font en fonction des composantes du territoire. Il me semble tout de même important d'essayer de mettre en lumière ces deux rôles distincts qui vont par moment inévitablement se percuter.

La « participation citoyenne » au cœur du nouveau projet municipal

La construction de la nouvelle majorité municipale, élue en juin 2020, va déjà dans ce sens puisqu'elle a été réfléchie en trois

parties : un tiers de communistes, un tiers de diverses forces de gauche et un tiers de citoyen.nes dont les noms ont été directement proposés par les ivryen.nes. Ce nouvel exercice n'est pas habituel et c'est un exercice que l'on pourrait considérer comme risqué puisque seul un tiers du conseil municipal se retrouve dans le groupe politique du Maire en place. Les deux autres groupes de la majorité, soit deux tiers de celle-ci, pourraient potentiellement s'en émanciper en cas de désaccord. C'est un pari risqué mais audacieux, ambitieux et qui permet de mettre en confrontation des pratiques politiques au niveau d'instance le plus haut de la ville.

Cette majorité utilise de plus en plus régulièrement le terme « d'éducation populaire ». Lors d'une rencontre de travail il y a de cela bientôt deux ans, le Maire avait parlé d'une « éducation populaire émancipatrice » lorsqu'il évoquait la vocation des maisons de quartier. En tant qu'employé municipal, je ressens cette volonté de travailler davantage avec les habitant-es, de les mettre au cœur des actions. Dans le même temps, je perçois toutes les difficultés à laisser le processus de co-construction aller au bout de lui-même.

J'évoquais déjà cette difficulté lors de mon travail de recherche de Master. Le fait que les maisons de quartier soient municipales n'est-il pas un frein à la démarche d'éducation populaire, dans sa vocation politique, émancipatrice et à vocation de transformation sociale ? Puisque la dimension politique de l'éducation populaire est de laisser les gens construire eux-mêmes leur conscience politique, cette démarche peut-elle aller au bout d'elle-même alors que les maisons de quartier doivent travailler en respectant les orientations politiques du conseil municipal élu ? Si la transformation sociale devait passer par une opposition aux orientations politiques de la municipalité, qu'advierait-il de cette démarche d'éducation populaire ?

Quelle place pour l'éducation populaire au sein de l'institution ?

Cette volonté municipale de travailler au plus près des habitant-es, de leur donner la parole, se ressent à travers les orientations politiques. La création de 4 centres sociaux municipaux, dont 3 ont vu le jour lors de la dernière mandature, la création de comités de quartier sur les 6 quartiers de la ville, le lancement d'un budget participatif sont autant d'espaces que la municipalité a souhaité mettre en place pour favoriser ce que l'on appelle

aujourd'hui la démocratie participative. Mais cette démocratie participative permet-elle toute l'expression et l'émancipation des ivryen.nes ? Cette volonté de la municipalité de faire vivre l'éducation populaire prend en compte essentiellement les décisions municipales, la volonté de renforcer l'implication des habitant-es dans les choix politiques de la municipalité. Mais de fait, cette volonté ne confisque-t-elle pas cette démarche militante et politique aux différents mouvements de luttes ? J'évoquais juste au-dessus la volonté de la municipalité de « donner » la parole, mais la démarche d'éducation populaire n'a-t-elle pas plutôt vocation à mettre à disposition des outils pour que chacun puisse « prendre » la parole, sans attendre qu'on la lui donne ?

Ces questions restent des interrogations, que je devrai prendre en compte dans le jeu d'acteurs des un-es et des autres, dans le rôle d'acteur d'Ivry dans sa propre recherche.

L'enjeu du commun pour créer l'utopie

J'aime l'idée de pouvoir contribuer à la fabrication collective d'une forme d'utopie. Comme pour toute fabrique, il va me falloir construire une forme méthodologique. Une méthodologie pour rester cohérent dans ce que je cherche, pour ne pas tomber dans un piège qui m'attend les bras grands ouverts, celui de la dispersion. Mais aussi et surtout une méthodologie pour pouvoir travailler en confiance avec les différentes composantes de cette recherche future, à savoir les organisations militantes, les artistes et collectifs que j'aimerais avoir à mes côtés dans cette réflexion mais aussi et surtout les habitant-es qui prendront part à cette dynamique de recherche.

Comprendre les mobilisations des quartiers populaires

Ma volonté première est de me rapprocher des organisations et collectifs militants existants pour comprendre leur démarche, ce pour quoi elles et ils se battent, quels sont leurs combats. Comprendre comment ces combats sont construits, sur quels constats, quelles sont leurs ressources, leurs finalités, leurs obstacles et difficultés également.

Je souhaite mêler ces rencontres à de la recherche scientifique pour pouvoir comprendre, à l'aide de travaux d'études, le ressenti et la vision des organisations militantes. Julien Talpin, Marion

Carrel, Sarah Mazouz, Saïd Bouamama, Eric Fassin, Didier Fassin sont, entre autres, des chercheuses et chercheurs qui ont pu travailler sur la question des quartiers populaires, de leur sociologie, de leur engagement, des obstacles que leurs habitant-es rencontrent et des discriminations que ces dernier-es subissent.

J'aimerais pouvoir accompagner ces plongées dans les collectifs militants et ces lectures par de l'observation et des rencontres auprès des habitant-es d'Ivry, auprès des non-militants notamment pour saisir les différents points de vue et enjeux. Ces rencontres auprès des ivryen.nes se feraient dans une démarche d'éducation populaire, à l'aide d'outils d'expression telles que les pratiques culturelles, à l'aide d'espaces de rencontres et de partages, des lieux physiques existants, des lieux à créer, des lieux à s'approprier.

Interroger le rapport des collectifs militants vis-à-vis des « masses »

Une partie de ma méthodologie de recherche sera consacrée au fonctionnement des organisations et collectifs militants afin d'échanger et de construire collectivement la façon dont ces dernier-es abordent cette démarche d'éducation populaire. Le sens qui lui est donnée, le contenu qui est mis dans cette démarche, la manière de la construire. Je veux comprendre comment est abordée cette démarche militante et politique, théoriquement et en pratiques.

Ce travail me permettrait également de réfléchir avec ces organisations sur ce que je considère être une double entrée dans la façon de réfléchir un combat politique : le rapport de force et le travail à partir des gens. Une double entrée puisque le rapport de force tel que je le perçois aujourd'hui dans le paysage social se construit à partir d'en haut, à partir d'une base militante qui cherche à convaincre pour rassembler. Tandis que le travail à partir des gens, nécessairement plus long, se construit « d'en bas », depuis le vécu et le quotidien, depuis l'expression de ce vécu et de ce quotidien. Depuis une prise de conscience individuelle et collective qui, comme mentionné précédemment avec les différentes définitions de l'éducation populaire, permettrait de tendre vers un rapport de force plus important et une transformation sociale.

Comprendre les tenants de ces deux entrées qui sont pour moi complémentaires et qui se doivent d'exister, me permettrait de

comprendre la difficulté de construire autour d'une démarche d'éducation populaire. Et de fait de réfléchir à des solutions pour la faire vivre.

Laisser la recherche déborder la méthodologie

En partant du travail réalisé dans les deux étapes que je viens rapidement d'expliquer, à partir des résultats qui seraient obtenus, je souhaiterais travailler à ce que pourrait être une démarche d'éducation populaire dans les quartiers, avec les acteur.trices ivryen.nes, une démarche portée par les organisations militantes et par les habitant-es non-engagé-es dans ces organisations, de façon permanente. À partir des résultats obtenus, je souhaiterais que l'ensemble des actrices et acteurs de cette recherche puissent réfléchir et construire collectivement les outils qui feraient vivre cette démarche d'éducation populaire.

J'exprime juste au-dessus cette méthodologie comme nécessaire à toute fabrique. Je vais dès à présent me contredire et exprimer l'inverse. Je pense que s'il est indispensable que je me fixe une feuille de route pour ne pas me perdre, l'essence même d'une telle fabrique est de me laisser guider par les rencontres, les échanges et les portes qui s'ouvriront sans me restreindre à un cadre.

C'est une méthodologie que je veux laisser la plus ouverte possible. Si je sais que je dois me fixer un cadre de recherche pour éviter de me perdre, je sais aussi que m'enfermer dans ce cadre m'empêcherait de découvrir une multitude d'éléments, de pratiques, de personnes, de lieux, de réflexions et d'expériences qui manqueraient à la recherche. Je veux m'autoriser à emprunter des routes que je n'avais pas imaginées, je veux m'autoriser à intégrer des composantes que je n'avais pas envisagées. Je veux pouvoir faire évoluer la feuille de route si j'en ressens le besoin.

Faire recherche en éducation populaire

La lecture de l'ouvrage *Quand la sociologie entre dans l'action* de Pascal Nicolas-Le Strat m'a éclairé sur la façon dont je pourrais mener cette recherche. La méthodologie de recherche en situation d'expérimentation sociale me semble se rapprocher assez fortement de ce que je souhaiterais pouvoir mettre en place pour travailler sur la place de l'éducation populaire dans les luttes émergentes dans les quartiers populaires.

La recherche en situation d'expérimentation sociale vise à poursuivre une réflexion et une construction collective. Dans son ouvrage, Pascal Nicolas-Le Strat s'appuie sur une « mise à l'épreuve réciproque des savoirs et des expériences ». Cette méthodologie permettrait aux personnes impliquées dans la démarche de « renforcer le pouvoir d'agir et de penser collectif », mais aussi au chercheur d'apprendre « à connaître une réalité puisqu'il contribue à la faire exister en étroite collaboration avec les personnes concernées, en fonction d'une ambition sociale et politique commune ».

Cette forme de recherche me semble pertinente pour m'accompagner dans mes réflexions puisqu'elle semble être la définition presque exacte de ce que représente à mon sens la démarche d'éducation populaire. Travailler sur la question de la place de la démarche d'éducation populaire dans l'émergence de luttes dans les quartiers populaires, dans cette même démarche, au sein des mouvements émergents et existants, me semble être la bonne méthode.

D'autres éléments de cette méthodologie de recherche me semblent intéressants, à savoir la « politique de l'expérimentation », pour laquelle Pascal Nicolas-Le Strat appuie sur le fait que le chercheur n'a pas de position privilégiée au sein du groupe, il se situe au cœur même de ce groupe. Dans cet esprit, la démarche d'éducation populaire doit permettre de créer une construction collective, à partir des luttes.

Engager la richesse culturelle du territoire

En travaillant à partir de cette démarche de recherche, je vais avoir besoin de m'appuyer sur les ressources du territoire que j'ai rapidement présentées plus en amont. Cette richesse ivryenne doit me permettre d'interroger la notion de collectif. Qu'est-ce que faire commun ? Qu'est-ce que créer du commun ? Les différent-es acteur-trices ivryens pourront enrichir ma réflexion sur ce point.

J'espère également m'appuyer sur ces dernier-es afin de faire réflexion autour de la réalité de toutes ces personnes qui entrent en lutte. J'ai la volonté d'associer ces différent-es acteur-trices autant pour favoriser l'expression, pour favoriser l'émergence de la parole, que pour restituer cette expression et ainsi faire vivre la réflexion. Ce travail d'aller-retour permanent est tout d'abord

nécessaire pour moi, en tant que chercheur. Dans une méthodologie de recherche-action, je me place sur un même niveau que l'ensemble des acteur.trices de ces luttes, je dois donc faire preuve de transparence sur les résultats que j'obtiens, que j'interprète. L'ensemble du groupe pourra donc avancer sur un même niveau d'informations, de réflexions. Ces allers-retours seront également nécessaires pour l'ensemble des autres actrices et acteurs parti-prenant-es de ces luttes puisqu'ils leur permettront de prendre du recul sur leur façon d'agir et de bouger leurs lignes s'ils l'estiment nécessaire.

À l'écriture de ce projet de recherche, je me rends bien compte du chemin qu'il me reste à parcourir puisque nombre de questions ne trouvent pas nécessairement de réponse à cet instant. Comment vais-je m'intégrer dans les différentes organisations, quelle place vais-je y trouver, avec quels collectifs vais-je construire ma recherche ? Je peux exprimer ce que je cherche à construire, je peux également expliquer par quelle porte je souhaite entrer dans cette recherche, mais je souhaite me laisser guider par celles et ceux que je vais côtoyer, que l'on construise ce commun en partant d'un même point de départ.

Cheminer le commun à partir de pratiques d'éducation populaire

Au cours de mon travail de recherche pour mon mémoire de Master 2, j'interrogeais la (sur)vie de la démarche d'éducation populaire, dans sa dimension politique et émancipatrice.

Deux aspects importants ont émergé de cette recherche : la question des pratiques et celle des espaces.

« Faire avec les gens tels qu'ils sont »

La première de ces pratiques est de construire « à partir des gens tels qu'ils sont ». Si cette idée peut paraître évidente pour certains, il y a à notre époque une tendance à vouloir amener les gens dans une direction. Or, si l'on ne peut évidemment pas être neutre lorsque l'on met en place une démarche d'éducation populaire à vocation de transformation sociale, je pense que cette tendance à orienter la réflexion des gens fausse la construction. On retrouve cette pratique dans ce que l'on appelle aujourd'hui

la « démocratie participative », qui si elle est construite avec les gens, est très souvent ciblée et restrictive.

Lors de mon année de licence professionnelle à l'IUT de Bobigny, notre enseignant en cours d'histoire de l'éducation populaire définissait celle-ci par l'idée « de l'éducation du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Lors de ma recherche de Master, je l'interrogeais sur cette notion et il évoquait « que les militants de l'éducation populaire, plus que de faire à la place, doivent être des initiateurs, provoquer des expériences qui permettent à celles et ceux qui le souhaitent de franchir ensemble des étapes, d'acquérir des connaissances, une culture ».

La pratique culturelle comme outil d'expression

Pour provoquer ces expériences, il nous faut des outils. Et un des outils de l'éducation populaire, c'est l'action culturelle, la pratique culturelle, celle qui favorise l'expression. Comme une militante ivryenne d'éducation populaire me l'exprimait lors de ce même travail de recherche, « il faut pouvoir restituer l'expression des gens, c'est un des rôles de l'éducation populaire », puis elle enchaînait « est-ce que notre rôle c'est de répondre à des questions ? Ou de formaliser, mettre en lumière des interrogations ? ». C'est dans ce rôle que je souhaite me positionner, pouvoir apporter des outils, à partir des ressources ivryennes, à ces gens qui entrent en luttes dans les quartiers populaires. Créer cette rencontre.

Augusto Boal et Paulo Freire, qui sont pour moi deux références, auteurs et pédagogues, me conduiront dans mon travail de recherche, sur son aspect pédagogique. Le premier est l'initiateur de l'outil que l'on appelle le théâtre de l'opprimé, ou théâtre forum. Cet outil d'éducation populaire, inventé pour résister dans une période de dictature au Brésil a vocation à « comprendre et analyser les situations sociales, institutionnelles et politiques »⁵. Par un jeu d'acteur et d'échange de rôle permanent, chacun des participants est invité à s'interroger sur les différentes situations, et à en proposer une solution.

Paulo Freire lui est l'auteur de ce que l'on appelle la « pédagogie des opprimés ». Par une pédagogie critique, Paulo Freire interroge les différents rapports de domination, d'oppression à l'œuvre au Brésil et dans le monde. Ces champs d'interventions sont autant liés aux questions de genres, décoloniales,

5. LENEL Pierre, *Théâtre de l'opprimé et intervention sociale*, Agora débats/jeunesse, 2011/2, n°58. p. 89 à 104.

écologiques, de classes et d'inégalités sociales. Une démarche d'éducation populaire au service des luttes issues des quartiers populaires aujourd'hui aurait tout intérêt à s'imprégner fortement de cette pédagogie critique.

La « praxis » : action et réflexion

L'ensemble des outils d'éducation populaire, que je pourrais développer bien encore, ont comme objectifs de susciter réflexions et engagements. C'est peut-être une des étapes qu'il manque à mon sens lorsque j'évoque la forme de mobilisation de certaines organisations militantes et politiques, qui souhaitent imposer un rapport de forces immédiat. Cette réflexion collective permettrait de créer la démarche d'éducation populaire à travers ces différents outils.

Susciter la réflexion et l'engagement, c'est aussi accepter le conflit. C'est à cet endroit que la démarche d'éducation populaire prend toute sa place dans la création d'un commun dans le paysage social, et en l'occurrence dans son laboratoire ivryen. Cette démarche militante et politique doit permettre de confronter des idées, de ne pas être d'accord, de chercher à se comprendre, et comme me l'a dit il y a quelques temps Pascal Diard : « à ce moment-là, on fera du politique ! ».

Inventer des lieux de rencontres

Je conclurai en abordant la question des lieux. Il y a une nécessité à utiliser, imaginer et créer des espaces pour pouvoir partager les enjeux, les interrogations, les réflexions, les résultats, etc.

Les différent.e.s acteur.trices de cette recherche pourraient participer à la création d'espaces, de lieux. Des espaces qui pourraient être des structures physiques, mais aussi des espaces numériques ou encore des espaces sous format papier, tels que des journaux ou des fanzines.

S'approprier l'espace public

Ces espaces pourraient se trouver directement sur l'espace public. Un jardin, un parc, un square, une place, une œuvre, une rue, un mur... Autant d'espaces que chacun.e des acteur.trices de cette recherche pourrait s'approprier pour y partager les différents enjeux et réflexions.

J'entends accorder une place importante à l'appropriation de l'espace public. Ces dernières années ont favorisé la réémergence de formes d'expression, sur les murs, et dans la rue de façon plus générale. L'espace public comme son nom l'indique est accessible à tout le monde. Quel meilleur espace que celui-ci pour restituer, pour interroger, pour créer ? L'espace public est par définition un espace des communs et doit être utilisé comme tel. Investir l'espace pour qu'il soit à la fois public et acteur de cette recherche.

Créer un lieu d'utopie

Je réfléchis depuis quelques mois à ouvrir un lieu que l'on pourrait appeler un « café solidaire », qui aurait vocation à être un espace de rencontre, de partage, de débat, de réflexion, de recherche, d'entraide, de création, d'expérimentation, de fabrique... somme toute, un espace des communs. Un espace de joie militante⁶.

Ce lieu aura comme objectif de pouvoir construire le plus largement possible des réflexions et actions revêtant tous les sens du mot politique. Un lieu des possibles : y inventer, y créer, y penser. Ensemble.

Dans les premières réflexions collectives que nous avons pu avoir, trois grands axes ressortent autour de ce lieu :

- Des temps d'échanges sous le format d'université populaire. Seraient alors organisés régulièrement des débats autour de l'actualité, des différentes luttes, de sujets d'émancipation, mais également à partir de tout ce que souhaiterait partager tout un chacun.
- Un espace de fabrique, de création, à partir d'outils, de pratiques culturelles de type photographie, écriture, sérigraphie, et autres arts visuels et musicaux entre autres, qui permettraient à toutes et tous, de tout âge, la formulation d'interrogations, de réflexions, de rêves, d'espoirs...
- Enfin, ce lieu aura vocation à accueillir et préparer des actions concrètes. Nous ne souhaitons pas nous contenter de discuter du quotidien de chacun.e, mais y associer des propositions d'actions.

Construit autour d'une démarche d'éducation populaire, cet espace n'aura évidemment pas vocation à s'adresser aux simples militant-es déjà organisé-es et/ou convaincu-es, mais à toutes celles et tous ceux qui souhaiteraient participer à cette aventure collective.

6. ROUSSEAU Juliette, *Joie Militante*, Éditions du commun, 2021, 268 pages.

Femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, travailleur.euses ou non, militant-es ou non, nous souhaitons créer une dynamique à laquelle chaque ivryenne, chaque ivryen et toutes les personnes qui en ont envie puissent contribuer.

Nous souhaitons réfléchir ce lieu en complémentarité avec les lieux déjà existants sur Ivry tels que les différentes structures culturelles, les différents théâtres, la librairie *Envie de Lire*, les maisons de quartier, etc. L'espace pourrait également accueillir des associations qui auraient besoin d'un espace pour une assemblée générale, une réunion ou une action.

Les formes de luttes qui ont émergé ces dernières années sont singulières de notre époque. Nuit debout, les gilets jaunes, les mouvements féministes, les combats issus des quartiers populaires, les jeunes pour le climat : toutes ces luttes, dans leurs structurations, mettent en lumière cette envie de collectif, cette nécessité de construire ensemble qui permettrait à chacun de s'appropriier les combats.

La solidarité sera au cœur de ce projet, par essence même, en se proposant comme lieu d'accueil de repas solidaires, de frigo solidaire. Dans un climat social et démocratique en souffrance, il nous apparaît nécessaire de proposer cet espace.

Ce lieu, réfléchit en premier lieu en parallèle de mon envie de recherche, a finalement toute sa place dans cette recherche. Il pourra être un lieu ressource dans ce cadre précis.

Calendrier

Je ne saurais formuler un calendrier précis autour de ce projet de recherche. J'arriverai davantage à formaliser des étapes.

La première de ces étapes, bien que déjà en partie construite, va être de découvrir précisément la ville, ce qu'il s'y joue, quels en sont les acteur-trice-s. Cette étape sera plutôt rapide du fait de ma connaissance du territoire, mais en même temps continue, puisque je pense découvrir des détails tout du long.

La seconde étape sera de chercher à comprendre la place de l'éducation populaire dans le quotidien des collectifs et organisations. Pour ce faire, je vais devoir prendre contact avec différentes organisations, échanger avec elles et essayer de m'insérer dans

leurs pratiques pour pouvoir constater par moi-même.

L'idée de cette immersion sera avant tout de comprendre les causes de leurs mobilisations, ce qu'il se joue et pourquoi elles et ils fonctionnent de cette façon. Quelles sont leurs ressources et leurs contraintes.

En parallèle de ce travail avec les organisations, en fonction de ce que je vais comprendre de leur fonctionnement, je vais pouvoir investir le territoire, aller à la recherche, et à la rencontre de celles et ceux qui vivent les rapports de domination.

Je pense dans un premier temps être dans une démarche plutôt sociologique, afin de pouvoir comprendre quelles sont les sociologies de population qui vivent à Ivry-sur-Seine et comprendre leurs quotidiens, leurs expériences.

À partir de ce moment-là, je pourrais commencer un travail éducatif, accompagné de pratiques d'éducation populaire, afin que l'on réfléchisse et construise ensemble autour de leur quotidien.

Si je devais planifier toutes ces étapes, je le ferais comme suit :

- La découverte du territoire, de son fonctionnement, de ses acteurs, de sa sociologie, des problématiques que peuvent rencontrer celles et ceux qui y vivent.
- Dans un second temps, commencer un travail de réflexion, d'une part avec les organisations militantes et politiques autour des causes de leur engagement et de leur fonctionnement ; d'autre part avec les ivryens autour des problématiques qu'elles et ils rencontrent, et réfléchir à une façon d'agir sur ces problématiques. Le tout à travers ce que Paulo Freire appelle la « praxis », à savoir la réflexion et l'action et à l'aide d'outils d'expression. Cette étape sera l'étape principale de notre recherche collective et de fait la plus longue.
- Enfin, la dernière étape sera consacrée à l'écriture du document.

Bibliographie

Ouvrages

- BOAL Augusto, *Théâtre de l'opprimé*, Éditions de la découverte, 2007, 224 pages.
- BOUAMAMA Saïd, *Les classes et quartiers populaires : paupérisation, ethnicisation et discriminations*, Éditions du cygne, 2009, 199 pages.
- BOURRIEAU Jean, *L'éducation populaire réinterrogée*, Éditions l'Harmattan, 2001, 349 pages.
- DAVIS Angela, *Femmes, race et classe*, Éditions Des femmes – Antoinette Fouque, 2007, 341 pages.
- DE LEPINAY Adeline, *Organisons-nous ! Manuel critique*, Éditions Hors d'atteinte, 2019, 290 pages.
- FANON Frantz, *Les damnés de la terre*, Éditions de la découverte, 2004, 322 pages.
- FREIRE Paulo, *La pédagogie des opprimés*, Éditions Agone, 2021, 298 pages.
- NICOLAS-LE STRAT Pascal, *Le travail du commun*, Éditions du commun, 2016, 310 pages.
- NICOLAS-LE STRAT Pascal, *Quand la sociologie entre dans l'action*, Éditions du commun, 2018, 232 pages.
- RABATE Ulysse, *Politique beurk beurk*, Editions du croquant, 2021, 159 pages.
- ROUSSEAU Juliette, *Joie Militante*, Éditions du commun, 2021, 268 pages.
- TALPIN Julien, *Bâillonner les quartiers*, Éditions rue des étaques, 2021, 172 pages.
- TROUVE Aurélie, *Le bloc arc-en-ciel*, Éditions de la découverte, 2021, 160 pages.
- VERRIER Christian, *Former à la recherche en éducation populaire*, Editions chronique sociale, 2017, 190 pages.

Ouvrage collectif

- BALAZARD Hélène, TALPIN Julien, CARREL Marion, HADJ BELGACEM Samir, SÜMBÜL Kaya & PURENNE Anaïk, *L'épreuve de la discrimination, enquête dans les quartiers populaires*, Editions PUF, 2021, 420 pages.